Géographie et pouvoir

par Karoline Postel-Vinay

Là où l'on pouvait s'attendre à voir les théoriciens des relations internationales, sont venus les géographes. Certains d'entre eux ont entrepris, depuis quelques années, une réflexion sur le sens de la géopolitique dans le contexte de l'après-guerre froide. Cette réflexion débouche à la fois sur une déconstruction inédite de la discipline géographique et sur des questionnements utiles pour l'analyse des relations internationales. Par exemple, comment se constitue le savoir géopolitique ? Comment peut-on concevoir un espace politique mondial ? Y a-t-il un savoir-faire géopolitique ? Qui en a la maîtrise ?

Ce qui manque, toutefois, dans cet ensemble de réflexions, c'est la question du « pourquoi ». À quoi sert, en effet, la géographie politique, ou la géopolitique, dans le monde de l'après-guerre froide ? À quoi sert-elle, en particulier, du point de vue des relations internationales ? Le but de cet article est autant de présenter les travaux des géographes que de montrer la pertinence de cette nouvelle problématique pour d'autres domaines (notamment les relations internationales), mais aussi pour d'autres types d'interrogations, tel l'usage politique de l'imaginaire.

Repenser le monde, repenser la géographie politique

La chute du mur de Berlin est devenue une sorte d'image d'Épinal, représentant le passage d'un monde cloisonné de multiples façons à un monde fluide, « globalisé », où non seulement la grande division bipolaire, mais des centaines d'autres « murs » ont volé en éclats. Les thèses sur la globalisation qui s'étaient développées au milieu des années quatre-vingt, comme celle du Japonais Ohmae Kenichi, se limitaient à des visions d'un monde sans frontières, où une certaine euphorie tenait souvent lieu d'argumentation. Les réflexions sur ce type de questions qui se sont fait jour au début de la décennie suivante ont produit des débats autrement plus complexes, par exemple sur la notion d'ingérence. Le rôle du marché et celui de l'État, la transnationalisation des mobilisations politiques, l'articulation du global et du local sont autant de sujets qui montrent que des lignes de partage que l'on croyait aussi solides qu'un rideau de fer pourraient bien partager le sort de l'autre.

Mais quand les frontières ne sont pas supprimées, transgressées, contournées ou renégociées, quand on suppose simplement qu'elles sont nécessaires au fonction-

nement des sociétés, alors on doit malgré tout les repenser, voire les penser tout court. La question peut être abordée de deux façons. Elle peut porter soit sur le sens de la frontière en géopolitique, c'est-à-dire sur l'objet en lui-même, comme le font les travaux pionniers de Michel Foucher ou ceux de Malcolm Anderson[1], soit sur ce que la frontière délimite. Ainsi, si l'Europe est une entité bornée dans l'espace, la perspective de son élargissement à l'Est invite à une redéfinition de ses contours pour laquelle il n'y a pas de scénario simple ou évident. Décider que l'Ukraine ou la Turquie doivent ou non faire partie de l'Union relève de choix qui sont nécessairement (et de fait) sujets à débat. Et l'on voit bien, au fond, qu'il n'y a ni histoire « objective », ni géographie « naturelle » qui puissent répondre de manière satisfaisante à ce type d'interrogation. Le problème se pose pour d'autres espaces. La signature de l'Accord de libre-échange nord-américain (Alena) a renouvelé la réflexion sur les délimitations de l'espace américain, bien au-delà des seules considérations sur les échanges commerciaux ou les flux migratoires. La montée en puissance de l'Asie au début de la décennie quatre-vingt-dix a vu s'affronter les conceptions d'« Asie-Pacifique » et d'« Asie orientale », et conduit à se demander en quoi les autres « Asies » (« du Sud » ou « centrale ») sont, elles aussi, asiatiques.

Aux interrogations sur les contours des régions s'en ajoutent d'autres – comment représenter les réseaux transnationaux, les villes globales, les communautés déterritorialisées ? – auxquelles il faut trouver réponse pour avoir une vision organisée du monde permettant de penser les relations internationales. Le fort regain d'intérêt pour la géopolitique depuis quelques années vient sans doute de là. Mais la diversité des interprétations données à ce terme est toutefois révélatrice d'une confusion persistante. C'est dans ce contexte que certains géographes ont cherché à établir une nouvelle articulation entre leur discipline et celle de la politique internationale, considérant, à l'instar de Christian Grataloup, qu'il est urgent de « penser le monde si l'on ne veut pas se contenter de le panser »[2]. Redonner un caractère opératoire à la géopolitique, en examinant en détail la relation triangulaire entre « géographie », « politique » et « international », apparaît comme le point de convergence de nombre de chercheurs, aussi bien en France qu'aux États-Unis et en Grande-Bretagne[3]. Cependant, au-delà de cette plate-forme commune, les chemins empruntés par les géographes sont assez divers.

Mastering space ou la « nouvelle géopolitique »

Dans le numéro-anniversaire des vingt ans de sa revue[4], Yves Lacoste souligne la continuité de sa conception de la géopolitique, qui se veut et scientifique et politiquement engagée, parce qu'elle entend observer les rapports de puissance du point de vue non pas des « dominants » mais des « dominés ». Elle s'applique avant tout aux conflits territoriaux entre États, mais peut s'étendre aussi, désormais, aux

rivalités de pouvoir à l'intérieur d'un même État-nation (d'où la notion de « géopolitique interne »). Le Britannique John Agnew, responsable du département de géographie de l'Université de Los Angeles, et son collègue Stuart Corbridge, croient également à la possibilité d'une géographie « active », se positionnant face aux événements politiques internationaux. Pour eux, la maîtrise matérielle de l'espace – l'organisation, la domination ou le développement du territoire – passe nécessairement par une maîtrise intellectuelle, c'est-à-dire une compréhension du rôle de l'espace dans les échanges internationaux[5]. Mais, tandis qu'Yves Lacoste entend rendre compte des faits – la géopolitique étant alors une sorte de description géographique de la politique internationale –, Agnew et Corbridge proposent une définition plus analytique et contextuelle. Leur propos est « l'examen des suppositions, classifications et interprétations géographiques qui entrent dans la production de la politique mondiale »[6]. Il ne suffit donc pas de s'en tenir à l'étude des pratiques et des représentations courantes. Il faut aussi historiciser la géopolitique moderne, la replacer dans une perspective permettant de mesurer à quel point certaines hypothèses centrales peuvent en réalité être relativisées. L'organisation du monde en États-nations territorialisés est une de ces hypothèses. Le principe par lequel on associe État-nation et territoire n'a pas toujours existé, et il serait hasardeux de dire qu'il a été établi une fois pour toutes. L'interdépendance économique des pays, la globalisation des questions politiques, l'implication d'une multitude d'acteurs non gouvernementaux dans la vie internationale transforment aujourd'hui le rôle du territoire étatique dans l'espace mondial. La « nouvelle géopolitique »[7] prendra en compte cette évolution.

Du côté de la géographie française, on retrouve chez Denis Retaillé[8] cette idée qu'on ne peut analyser le monde d'aujourd'hui en se cantonnant à l'échelle du territoire étatique. La pauvreté comme la prospérité se développent à l'intérieur des États, mais également de manière transnationale. Certains phénomènes, par leur caractère transfrontalier et apparemment diffus, échappent parfois aux outils d'analyse, quantitative et qualitative, des gouvernements. Doit-on pour autant renoncer à les prendre en considération ? L'analyse de Denis Retaillé sur la place de l'État-nation et de son territoire dans la géographie française l'amène à renvoyer dos à dos des personnages aussi différents qu'Yves Lacoste et Marie-France Garaud. Il leur reproche à la fois une approche doctrinaire et une définition trop conservatrice de la géopolitique qui, chez l'un comme chez l'autre, « est revenue à un objet central, l'État, observé sur ses deux faces, interne et externe »[9].

Brève rencontre entre la géographie française et anglo-saxonne, Gearoid O'Tuathail, géographe irlandais installé aux États-Unis, consacre quelques pages à la critique des thèses de l'équipe d'*Hérodote*[10]. Il souscrit à l'argument de départ de celles-ci, à savoir qu'il existe une articulation fondamentale entre pratique géographique et pratique politique. Pour lui, la géographie n'est pas, en effet, « un

assemblage anodin de connaissances et d'érudition, mais un ensemble de technologies de pouvoir liées à la production et à la gestion gouvernementales de l'espace territorial »[11]. En termes plus simples, la géographie est perçue comme un outil de gouvernement, que ce soit pour faire la guerre ou pour développer l'économie nationale. Mais la similarité des approches s'arrête là. Car, pour O'Tuathail, les travaux de Lacoste tombent précisément dans le travers qu'ils cherchent à dénoncer, en prétendant eux-mêmes à une improbable vérité géographique. La divergence vient probablement du fait qu'Yves Lacoste et, d'une autre manière, Denis Retaillé et John Agnew, s'intéressent au « comment ? » de la géopolitique, alors que Gearoid O'Tuathail, ou d'autres comme Simon Dalby et Paul Routledge[12], se préoccupent plutôt du « qui ? ». Les premiers examinent les conditions, ou les nouvelles conditions de la production de la géopolitique, telles que la diversification des acteurs des relations internationales et la globalisation des problèmes. Pour les seconds, la rigueur ou la fiabilité du savoir géopolitique sont secondaires par rapport à son efficacité. Ce qui importe, c'est l'usage que font les acteurs politiques, plus particulièrement les gouvernements, des codes géographiques. Pour analyser cet usage, il faut recourir à ce que Simon Dalby[13], le premier, a appelé la « géopolitique critique ». Celle-ci permet de voir comment les gouvernements, notamment à travers la construction de leur politique étrangère, contribuent à façonner l'espace politique mondial.

« Géopolitique critique » et « géo-pouvoir »

Les exemples concrets étudiés par Gearoid O'Tuathail donnent une idée du champ d'application de la « géopolitique critique ». Il s'est intéressé à l'histoire de la construction nationale de son Irlande natale, et également à la politique étrangère américaine lors des conflits commerciaux avec le Japon (à la fin des années quatre-vingt) et lors de la guerre de Bosnie[14]. Il a donc étudié l'usage politique de la géographie dans un contexte interne et externe. La création de l'Irlande ou, pour reprendre les termes de l'auteur, son « invention géographique » est d'abord liée à la volonté des colons anglais de la fin du XVI^{e} siècle d'établir, par les armes comme par la cartographie, une entité qui s'inscrive logiquement dans la sphère de l'Angleterre. Mais elle résulte aussi de la stratégie de résistance des seigneurs irlandais, qui étaient alors amenés à délimiter le territoire de leur identité et de leur souveraineté. La perception de l'« île irlandaise », d'une nation insulaire opposée à un « Autre » anglais, est donc à la fois le produit d'une rivalité militaire et celui d'un conflit dont la gestion passe par la capacité des acteurs politiques impliqués à distinguer le « eux » du « nous ».

On voit ensuite comment on passe de l'interne à l'externe, et comment les mécanismes de construction (ou d'invention) géographique peuvent servir aux

gouvernements pour légitimer leur projet national comme pour formuler leurs relations avec le reste du monde. La géopolitique critique permet également de repenser les relations nippo-américaines à la fin du XXe siècle (sur un mode d'ailleurs plus général que ne l'a proposé O'Tuathail). Pendant un temps, autour de la fin de la guerre froide, le Japon est apparu comme une « menace économique », voire une « menace » tout court, dans le discours géopolitique dominant aux États-Unis. Cette désignation renvoyait à un ensemble bien plus large que la seule représentation d'un conflit commercial. Elle faisait référence à une certaine vision du monde ; un monde constitué d'États souverains, commercialement rivaux, mais pouvant partager un même langage et des valeurs communes, lesquelles étaient défendues par les États-Unis de manière exemplaire, et ignorées au Japon. Les contradictions entre discours et pratiques ne manquaient pas : entre le discours sur la souveraineté économique et la manifeste interdépendance industrielle et technologique des deux pays, ou encore entre le discours sur le libre-échange et la multitude des dispositifs protectionnistes américains. Ces contradictions étaient secondaires en regard de l'efficacité d'un imaginaire géopolitique où le Japon jouait le rôle de l'« Autre », puisqu'il était, selon la formule célèbre d'un journaliste néerlandais, « au monde sans être du monde » (*in the world but not of it*)[15].

Pour Gearoid O'Tuathail, qui se réclame ici de Michel Foucault, la géographie est indissociable d'une dynamique essentielle qui lie savoir et pouvoir : la pratique des géographes constitue simultanément une forme de savoir et un mode de pouvoir. D'où la notion de « géo-pouvoir », c'est-à-dire la gouvernementalisation du savoir géographique par l'État, dont la géopolitique est l'expression nécessairement changeante. Il n'est sans doute pas inutile de se rappeler que la géopolitique moderne, avant de devenir la *Geopolitik* des nazis, a été une discipline conçue et défendue par le Britannique Halford Mackinder, dont le propos était aussi bien de réformer la géographie du XIXe siècle, celle des explorateurs, que d'inciter les sujets de Sa Majesté à « penser sur le mode impérial »[16]. Certaines grandes définitions géographiques, qu'elles soient véhiculées par les communautés savantes ou par les gouvernements, n'ont de sens que si elles sont replacées dans leur contexte politique et stratégique.

La géopolitique critique, telle qu'elle a été développée jusqu'à présent, ne s'est guère intéressée à la constitution des régions internationales. Pourtant ce phénomène s'y prête bien, en particulier le régionalisme asiatique. La notion d'« Asie orientale » – un ensemble compris entre le Japon, la Chine et l'Indonésie (excluant donc l'Inde) – a été activement défendue par le gouvernement malaisien au début des années quatre-vingt-dix. L'idée qu'il existerait des « valeurs asiatiques » ou un « asiatisme » a perdu de sa force après la crise financière dans nombre de pays de la région concernée, mais l'hypothèse de départ, celle de l'existence d'une entité est-asiatique singulière, n'a finalement pas été remise en cause et reste un argument

pour la mobilisation de ressources économiques et politiques. Si l'on cherche à vérifier la validité scientifique de cette hypothèse, on prend le risque de s'aventurer dans un dédale qu'aura déserté la « neutralité » de la géographie. En revanche, si l'on pense à l'intérêt pour Mahathir d'extraire son pays du paradigme Nord-Sud, en positionnant la Malaisie non plus dans l'« Asie en développement » (à un carrefour ambivalent entre l'Inde et le monde chinois), mais dans une nouvelle « Asie orientale » à égalité politique avec l'Occident prospère, les choses deviennent plus claires. On en revient à une logique de rapport de forces, dont le géo-pouvoir apparaît comme l'un des éléments.

Au-delà de la géopolitique critique : quelques pistes de réflexion

La géopolitique serait donc avant tout une « politique de l'écriture de l'espace mondial »[17], la force internationale des États étant liée, entre autres, à leur capacité d'imposer une certaine vision du monde, leur propre interprétation géographique de la politique mondiale. À cet égard, l'exemple de la Malaisie de Mahathir illustre bien la thèse d'O'Tuathail. Mais une fois entrepris ce travail de déconstruction, une fois démontés les mécanismes de l'imaginaire géopolitique, une fois chassées les illusions géographiques, il reste tout de même la question du « pourquoi ? ». La « géopolitique critique » met à découvert l'imaginaire, mais ne permet pas vraiment de comprendre l'utilité de celui-ci. N'y aurait-il que du pouvoir derrière le pouvoir ? Prenons cette fois l'exemple de la notion d'Asie-Pacifique. Celle-ci découle de l'idée qu'il existe une « communauté du Pacifique », un espace de coopération organisé autour, non pas d'un continent, mais d'un océan, dont l'axe fondamental est nippo-américain. Cette notion, et notamment l'argument océanique sur lequel elle se fonde, peut être débattue. Elle a, de fait, donné lieu à deux types d'analyse. Les travaux dirigés par Arif Dirlik constituent, précisément, une sorte de « géopolitique critique » de l'Asie-Pacifique, cherchant à aller au-delà de propositions réduites à de la « pure » géographie, pour « découvrir les prémisses idéologiques qui sous-tendent la représentation spatiale du Pacifique »[18]. Pour Arif Dirlik, une de ces prémisses est l'invention d'une destinée commune à l'Asie et à l'Amérique, dont le fil conducteur serait le libéralisme économique. Autre analyse, celle de Pekka Korhonen, qui considère d'emblée que l'Asie-Pacifique contient en effet une part d'invention – qu'il appelle le « roman du Pacifique »[19] – mais que celle-ci est partie intégrante du processus de régionalisation. D'une manière générale, Korhonen affirme l'utilité de s'intéresser aux constructions narratives qui accompagnent la formation des communautés politiques car, souligne-t-il, « le fait que les grands récits rencontrent toujours une opposition politique, qu'une partie de la population y est indifférente, qu'une partie de l'intelligentsia les trouve ridicules, n'enlève rien à leur existence ni à leur puissance »[20]. Et, ajoute-t-il en sub-

stance, les sociétés humaines auront toujours besoin de grands récits : si certaines histoires ont pris fin (comme celle de la guerre froide), cela ne signifie pas que d'autres n'apparaîtront pas, fondées éventuellement sur d'autres types de métaphores, culturelles ou, précisément, géographiques.

Dans le premier cas, on démystifie l'Asie-Pacifique. Dans le second, on examine le rôle qu'a joué le mythe de l'Asie-Pacifique, durant une période donnée, à l'échelle régionale, et plus généralement à celle des relations internationales (notamment dans l'agenda économique mondial). La « géopolitique critique » montre comment les représentations géographiques interviennent aussi dans les rapports de force internationaux, comment les enjeux de pouvoir s'expriment alors également en termes géographiques, et pas seulement politico-philosophiques. Mais la démarche d'un Pekka Korhonen permet d'aller plus loin, par une analyse positive des représentations géographiques. Celles-ci ne sont plus, alors, uniquement des illusions à déconstruire : elles renvoient certes à des jeux quasi mécaniques de pouvoir, mais aussi à des dynamiques complexes de sociétés cherchant à définir un espace d'allégeance et de solidarité. Sur le terrain de l'Europe, on retrouve cette approche chez Iver Neumann, qui évoque lui aussi le besoin de récits (*the need for « as if » stories*), lesquels, dans des contextes démocratiques, doivent pouvoir intégrer de multiples identités préalablement négociées[21].

*I*nterrogé sur le sens de l'élargissement de l'Union européenne, Romano Prodi, président de la Commission, répondait qu'il souhaitait entreprendre « un vaste débat sur la carte de l'Europe », pour répondre aux questions « Quelles sont les frontières de l'Europe ? », « Quelle est son "âme" ? »[22]. Deux hypothèses sous-tendent cette déclaration. D'une part, et en dépit de la force du grand récit de la mondialisation, la formulation d'un projet tel que celui de l'Union européenne rend inévitable que l'on se pose, à un moment ou à un autre, la question des frontières fondamentales, celles qui distinguent le « eux » du « nous ». D'autre part, la constitution du métadiscours, et plus précisément de la représentation géographique, à laquelle ces frontières correspondent, est indissociable des autres aspects du processus de régionalisation. Le grand récit de l'Europe, les constructions institutionnelles, les dynamiques socio-économiques du régime communautaire, font partie d'une même réalité. On peut, bien entendu, analyser séparément ces différents éléments, mais cela ne signifie pas que l'on échappe soi-même à une expérience qui, de fait, les englobe. Il y a là une donnée qui paraît incontournable, qui renvoie à un fait aussi essentiel que la faculté d'une grande masse d'individus de souscrire à la fois à la thèse du *big bang* et à l'explication biblique de la Genèse. Dans le domaine spécifique des relations internationales, cette donnée semble avoir été perdue de vue. Les questions que posent dès aujourd'hui l'Europe et bientôt d'autres régions du monde, voire d'autres espaces politiques nouveaux, devraient lui redonner toute sa pertinence.

1. Michel Foucher, *Fronts et frontières*, Paris, Fayard, 1991 ; Malcolm Anderson, *Frontiers*, Cambridge, Polity Press, 1996. Sur le fonctionnement anthropologique des frontières, voir aussi Thomas Wilson et Hastings Donnan (eds.), *Border Identities*, Cambridge University Press, 1998.
2. Christian Grataloup, « Où est la géographie ? », *Le Débat*, novembre-décembre 1996, pp. 77 *et sq.* (dossier spécial consacré aux « nouvelles géographies »).
3. À titre d'introduction, voir le « mode d'emploi du monde » proposé par Marie-Françoise Durand, Jacques Lévy et Denis Retaillé, *Le monde, espaces et systèmes*, Paris, Presses de Sciences Po, 1992.
4. *Hérodote*, mai 1996.
5. John Agnew et Stuart Corbridge, *Mastering Space*, Londres, Routledge, 1995.
6. John Agnew, *Geopolitics. Re-visioning World Poltics*, Londres, Routledge, 1998.
7. John Agnew et Stuart Corbridge, « The new geopolitics : The dynamics of geopolitical disorder », dans R. Johnston et P. Taylor (eds.), *A World in Crisis ?*, Oxford, Blackwell, 1989. Les premières hypothèses posées dans cet article sont développées dans leur ouvrage commun : *Mastering Space*, *op. cit.*
8. Denis Retaillé, « L'État, le territoire et les relations internationales. Nouvelles approches géographiques », *Revue du monde musulman et de la Méditerranée*, n° 68-69, juin 1994. Voir aussi John Agnew, « The territorial trap. The geographical assumptions of international relations theory », *Review of International Political Economy*, 1 (1), 1994.
9. Denis Retaillé, « La vérité des cartes », *Le Débat*, novembre-décembre 1996, pp. 91 *et sq*.
10. Gearoid O'Tuathail, *Critical Geopolitics*, Minneapolis, University of Minnesota Press, 1996, pp. 160-168.
11. *Ibid.*, p. 7.
12. Gearoid O'Tuathail et Simon Dalby (eds.), *Rethinking Geopolitics*, Londres, Routledge, 1998 ; Simon Dalby, Gearoid O'Tuathail, Paul Routledge, *The Geopolitics Reader*, Londres, Routledge, 1998.
13. Simon Dalby, « Critical geopolitics : discourse, difference and dissent », *Environment and Planning D*, n° 9, 1991.
14. Gearoid O'Tuathail, *Critical Geopolitics*, *op. cit.*, et, du même auteur, « "Pearl Harbor without bombs" : A critical geopolitics of the US-Japan "FSX" debate », *Environment and Planning A*, n° 24, 1992.
15. Karel van Wolferen, *L'énigme de la puissance japonaise*, Paris, Robert Laffont, 1990.
16. Voir Gearoid O'Tuathail, « Putting Mackinder in his place : Material transformations and myth », *Political Geography Quarterly*, n° 11, 1992.
17. Gearoid O'Tuathail, *Critical Geopolitics*, *op. cit*., p. 18.
18. Arif Dirlik (ed.), *What is in a Rim ?*, Boulder, Westview Press, 1993, p. 3. Voir aussi Arif Dirlik et Rob Wilson (eds.), *Asia/Pacific as Space of Cultural Production*, Durham, Duke University Press, 1995.
19. Pekka Korhonen, *Japan and Asia Pacific Integration*, Londres, Routledge, 1998.
20. *Ibid.*, p. 6.
21. Iver Neumann, *Uses of the Other. « The East » in European Identity Formation*, Manchester University Press, 1999, pp. 215-220.
22. *Le Monde*, 26 octobre 1999.